

COMMUNIQUÉ

des organisations syndicales et associations de retraités du Nord CGT, FGR-FP, FSU, SOLIDAIRES, UNSA, UNRPA (Seclin), FCPE, PEEP, Femmes Solidaires d'Halluin et d'Armentières, PCF, Front de Gauche de Lille...

qui ont tenté vainement le 23 mars de s'adresser une nouvelle fois auprès des élus communautaires de Lille Métropole Communauté Urbaine sur les deux questions principales qui ont été au cœur de l'audience du 13 janvier 2012 avec plusieurs représentants des groupes politiques de LMCU et qui malgré leur engagement à transmettre auprès de la Présidente, restent encore à ce jour sans aucune réponse... ni positive, ni négative !!

- Une étude de faisabilité de réduction des coûts des transports se situant dans la réalisation d'une étude contradictoire entre les charges (fonctionnement et investissements) et les recettes dégagées par moins de coûts induits : moins d'accidents de la route, moins de pollution, moins de maladies respiratoires, moins d'entretien des routes, etc... moins de bruit, bref une amélioration du cadre de vie. Nos propositions s'inscrivent pleinement dans le « plan climat » dont l'ambition affichée est de réduire les gaz à effet de serre de 30% d'ici 2020 en associant justice sociale et développement durable.
- Un retour sur la décision de la suppression de la gratuité des transports scolaires pour les lycéens qui va générer un coût supplémentaire, notamment, pour les familles les plus défavorisées puisque les foyers non imposables se voient taxer de 9€ par mois et par enfant alors qu'elles ne payaient rien auparavant. L'application de la gratuité pour l'ensemble des 63000 lycéens.

Deux questions qui visiblement gênent, mettent en difficulté les responsables de LMCU qui face à leurs déclarations contradictoires sur le pouvoir d'achat ou sur l'environnement, préfèrent se draper d'indifférence et se réfugier derrière un déni de démocratie en donnant à leur service de sécurité des consignes d'interdiction d'approche et de distribution de notre expression aux élus.

Un comportement et une conception d'autant plus incompréhensible que dans le même temps, le Conseil Général du Pas de Calais vient lui, de décider d'appliquer à partir de septembre 2013, sur le réseau des cars interurbains, une tarification à 1euro.

Par ailleurs, pour les moins de 18 ans la gratuité des transports est non seulement maintenue mais élargie aux week-ends et aux périodes de vacances.

A noter l'argumentation retenue par le Conseil Général du PdC déclarant y retrouver son compte car faire circuler un bus bondé ou vide lui coûte la même chose, mais surtout que favoriser les transports en commun sera toujours moins onéreux que l'entretien ou la construction de nouvelles routes et contribuera à inverser la tendance du mode de déplacement dominant de la voiture.

Pourquoi la réflexion et décisions menées dans le Pas de Calais ne pourraient pas l'être dans le Nord ?

D'autre part, si l'on en croit le responsable en charge des transports (QUIQUET Eric) la dernière étude commandée par LMCU et présentée en réunion de groupe de travail communautaire en date du 27 janvier 2012 ne serait pas appliquée. Etude rappelons le, proposant la suppression de la gratuité pour les personnes âgées et les privés d'emplois ainsi qu'une forte augmentation des coûts pour tous.

Pourquoi avoir commandée et financée une étude destinée à la poubelle alors que depuis des années, nous essayons un refus systématique à notre demande d'étude de faisabilité d'une réduction des coûts des transports.

Pour l'heure, et à l'évidence, l'exécutif de LMCU dont sa Présidente et son loyal et dévoué responsable en charge des transports continuent de s'enfermer dans leurs contradictions respectives, leur déni de démocratie et leur mépris quant à l'expression citoyenne !!

Dans ce contexte, même si rien n'est définitivement figé, il semble que le changement annoncé pour maintenant ne soit qu'une pale copie dans la continuité d'hier et d'aujourd'hui !! Plutôt inquiétant !!

Les parents d'élèves, les retraités, les citoyens qui attendent des décideurs de LMCU d'autres choix politiques répondant réellement aux besoins sociaux et environnementaux retourneront interpellier les élus de LMCU afin d'obtenir des réponses concrètes et des avancées sociales.